

## Délibération du Conseil municipal

### Séance du 28 mars 2024

Le vingt-huit mars deux mille vingt-quatre, à 19 heures et 00 minute, le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Paul PAVILLON, Maire.

**Présents** BEAUCLAIR Sophie, BOYER Emilie, CHOUTEAU Edith, CORBILLON Christine, DESOEUVRE Robert, GAILLARD Yohan, GAUTHERON Xavier, GUIBERT Vincent, LABORDERIE Philippe, LANGLOIS Danielle, LECACHEUR Julien, LECOMTE Delphine, LHUISSIER Thierry, LIOTON Valérie, LIZE Didier, MINETTO Jacques, PAVILLON Jean-Paul, PENEAU Sylvie, PICARD Corinne, PUSHPARAJ Emilie, RAVELEAU René, REBILLARD Michèle, RETHORE Jacqueline, ROCHAIS Philippe, SOUILHE Jérôme, VIGNER Jean-Philippe

**Absents excusés ayant donné pouvoir (art. L2121.20)**

FRAKSO Mohamed	à LIOTON Valérie
REGRAGUI Sidi Kamal	à GUIBERT Vincent
SOURCE Corinne	à RAVELEAU René

**Absent(s) excusé(s)**

DELETANG Claire
-----------------

**Absents**

BOUSSICAULT Gérald, PARENTEAU Louis-Pierre
--

**Secrétaires de séance**

GAILLARD Yohan, PENEAU Sylvie
-------------------------------

**Convocation adressée le 22 mars 2024, article L.2121.12 CGCT**

**Liste des délibérations affichée et publiée le 29 mars 2024, article L.2121.25 CGCT**

---

### 24SE2803-28 | Personnel – Protection sociale complémentaire - Mandat au Centre de gestion 49 - Convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents

Madame Edith CHOUTEAU, adjointe déléguée aux Solidarités et aux Ressources humaines, expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique,

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022,

Considérant que les Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire vont constituer un groupement de commande en vue de lancer pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance,

Considérant qu'afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au Centre de gestion du Maine-et-Loire afin de mener la mise en concurrence,

Considérant l'avis du Comité Social Territorial en date du 21 mars 2024,

Considérant l'avis de la commission Ressources en date du 19 mars 2024,

**En accord avec le Bureau municipal, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal :**

- **Donne mandat au Centre de gestion du Maine-et-Loire, membre du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,**
- **Donne mandat au Centre de gestion du Maine-et-Loire pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.**

<b>VOTE</b>			
<b>En exercice</b>	<b>32</b>	<b>POUR</b>	<b>29</b>
<b>Présents</b>	<b>26</b>	<b>CONTRE</b>	<b>0</b>
<b>Pouvoirs</b>	<b>3</b>	<b>ABSTENTION</b>	<b>0</b>
<b>Pris part au vote</b>	<b>29</b>	<b>TOTAL</b>	<b>29</b>

**Délibération adoptée à l'unanimité**

**Le Maire, Jean-Paul PAVILLON**

